La pensée sociale chrétienne, une ressource pour aujourd'hui

En 1830, la révolution industrielle amène des hommes, des femmes, des enfants à travailler dans des mines et des manufactures, sans leur offrir de quoi satisfaire leurs besoins vitaux. Confrontés à cette injustice, politiques et économistes ont cherché des solutions à ce qu'ils ont appelé « la question sociale ».

La philanthropie, le solidarisme, le mouvement coopératif, le christianisme social, le socialisme et le marxisme ont chacun tenté de proposer des réponses, qui ont fait émerger l'État Providence. Mais depuis une quarantaine d'années ont resurgi la question sociale et ce que Robert Castel appelait le « précariat », c'est-à-dire la multiplication de personnes qui travaillent, mais dont le salaire ne permet pas de vivre dignement, et qui se retrouvent dans « l'incertitude du lendemain », pour eux et pour leurs enfants.

La France possède un bon système de protection sociale qui diminue considérablement la pauvreté, et elle réduit sensiblement les inégalités. Mais toute une partie de la population qui perçoit peu de transferts sociaux, qui souhaite vivre de son travail et n'habite pas dans les grandes métropoles échappe aux analyses, aux politiques sociales et à la curiosité des médias.

Cette population vit généralement dans des territoires péri-urbains, qui n'ont pas ou ont perdu beaucoup de leurs services (publics et privés) de proximité. Leurs dépenses contraintes (logement, déplacements nécessairement en voiture) n'ont cessé d'augmenter et une grande partie de leur temps se passe sur les routes (travail, scolarité des enfants, santé, alimentation, culture, démarches administratives…). Ils se sentent les oubliés du développement et de la mondialisation. Leur vote se traduit souvent en vote de protestation, un vote qu'ils jugent ignoré voire méprisé.

Les « gilets jaunes » portent une action collective, mais ne constituent pas un mouvement au sens où nous l'entendons habituellement, c'est-à-dire une organisation avec des représentants désignés et des revendications précises. On retrouve cependant chez eux l'exigence de participer directement aux décisions qui les concernent et d'être reconnus.

Le « vivre ensemble » se trouve bousculé, à un moment où les institutions qui servaient de corps intermédiaires sont très affaiblies (d'autant plus que l'État les a largement ignorées). Cette nouvelle « question sociale » s'inscrit dans une société

qui voit les réseaux d'appartenance et de relations traditionnels s'effriter (famille, communauté, religion…).

Les actions violentes et médiatisées sont perçues comme les seules permettant d'obtenir des réponses. Cette violence détruit le pacte démocratique. Le lien social ne sera pas retissé par la mise à mort d'un bouc émissaire. Il faut construire une démocratie plus participative, locale et nationale, une économie qui tienne compte de tous et de l'avenir de la planète et surtout reconnaître la dignité de chacun. Devant les questions posées par ce mouvement hétéroclite et mouvant, beaucoup de chrétiens – de tous horizons - s'interrogent sur le rôle qu'ils peuvent jouer dans la crise actuelle ; ils s'efforcent de mettre en avant les repères éthiques et les pistes d'action que propose la pensée sociale chrétienne et qu'expérimentent ceux qui agissent en son nom.

Avec son encyclique *Laudato si',* le pape François a présenté une actualisation de la pensée sociale de l'Église particulièrement inspirante pour affronter les défis d'aujourd'hui. Il s'agit, par-delà le rappel des principes, de contribuer à l'établissement d'un diagnostic, d'engager des actions pour transformer la société en changeant nos modes de vie, et de trouver des sources d'inspiration.

Laudato si' invite à écouter en même temps la clameur de la terre et la clameur des pauvres, car nous faisons face à une seule et complexe crise socio-environnementale. Question sociale et question écologique sont intimement liées et il nous faut rechercher une justice sociale et écologique qui s'attaque en même temps à toutes les pauvretés et aux dommages affectant « notre maison commune ». Pas de justice sociale sans transition écologique et pas de transition écologique sans justice sociale. L'option préférentielle pour les pauvres est devenue indissociablement option pour la terre.

Le respect de la dignité de la personne humaine passe par la participation de tous dans les institutions politiques et économiques. Nul ne devrait se sentir ignoré, inutile ou méprisé. Il nous faut revitaliser une démocratie qui soit davantage participative mais aussi concevoir des modèles économiques qui ne laissent personne de côté. Les solutions existent (expérience territoire zéro-chômeurs, économie sociale et solidaire, etc.). Aurons-nous le courage de nous y engager ?

Remettre au centre la personne humaine et le soin à apporter à notre maison commune, c'est reconnaître que la consommation ne peut-être la finalité de notre vie. Notre projet de société ne peut être celui de la consommation sans fin pour entretenir une croissance matérielle illimitée. Cette croissance transforme tout en déchets - personnes et objets - et elle épuise les ressources limitées de notre planète. Aurons-nous le courage de réformer en profondeur nos modes de production et de consommation et donc nos styles de vie ? Aurons-nous le

courage de dénoncer la croissance des inégalités de revenus et de patrimoine, catastrophique pour la vie en société comme pour « la maison commune » ?

Le souci du « bien commun », c'est-à-dire du bien de « nous tous » qui n'oublie personne, nous rappelle que nous ne relèverons pas les défis en nous repliant sur nous-mêmes dans des nationalismes ou des corporatismes étroits. Nous devons favoriser le dialogue pour faire de nos différences des richesses. Il nous faut retrouver le sens d'une hospitalité véritable qui sache, selon les mots du Pape François, accueillir, protéger, promouvoir et intégrer.

La crise que nous traversons, comme toutes les crises, est une formidable occasion de poser des choix. Cette crise n'est pas seulement économique et sociale, elle n'est pas seulement énergétique ou écologique, elle est existentielle et spirituelle. Puiser à cette source vivante qu'est la pensée sociale de l'Église, c'est apporter, en croyants, en dialogue avec d'autres, une contribution capable d'ouvrir des chemins d'espérance.

Les Semaines sociales de France, CCFD-Terre Solidaire, Confrontations, Justice et Paix et Pax Christi